ÉTATS D'URGENCE

INVERSER *la tendance*

FGTB Wallonne

ÉTATS D'URGENCE

Ces dernières années ont été profondément marquées par la crise sanitaire. Mais pas seulement. Car la Covid-19, ses vagues successives, ses confinements et ses conséquences ont agi à la fois comme révélateurs et amplificateurs d'autres crises.

La **crise sociale**, tout d'abord, marquée par des allocations et des salaires trop bas, les ravages de l'austérité, la double peine qui a touché les femmes seules, les personnes privées d'emploi, les sans-papiers, les jeunes, les pensionné·e·s, les précaires…

La **crise de l'économie capitaliste** aussi, évidemment. Pas *une* énième crise capitaliste mais bien *la* crise du système capitaliste en tant que tel : la faillite d'un modèle politique et économique qui prétend mener à l'enrichissement collectif mais qui ne fait qu'accroître les inégalités et favoriser une concentration toujours plus grande des richesses entre les mains du Capital, au détriment des travailleurs et travailleuses.

L'été dernier, les inondations — en Wallonie et ailleurs — et les incendies destructeurs un peu partout dans le monde nous ont rappelé que la **crise environnementale et climatique** n'est plus à notre porte… Elle s'est invitée chez nous en la fracassant, en touchant en premier lieu et le plus durement les classes populaires.

La **crise démocratique**, enfin, marquée par des attaques de plus en plus dures contre les actions et libertés syndicales, la restriction des droits individuels et collectifs, la banalisation des violences policières, la progression de l'extrême droite et de ses idées…

Nous avons atteint un véritable **point de rupture. Inverser la tendance** est une **question de survie !** Sinon, c'est vers une société de plus en plus inégalitaire et violente, terreau du fascisme, et vers la catastrophe écologique que nous continuerons à foncer têtes baissées.

Ce Congrès 2022 est l'occasion de mettre en avant les combats prioritaires que la FGTB wallonne entend mener dans les années à venir… Pour renverser le rapport de force entre Capital et Travail, et imposer une meilleure répartition des richesses !

UN SYNDICAT DE COMBATS ET DE VICTOIRES

65.000

= LE NOMBRE D'EMPLOIS SAUVÉS GRÂCE À NOS MOBILISATIONS CONTRE LA RÉFORME APE JEHOLET

Pour inverser ce rapport de force, les militantes et militants de la FGTB wallonne ont un rôle de premier plan à jouer ! Face à une droite décomplexée, à un patronat toujours plus arrogant et à la criminalisation des actions syndicales, nous devons opposer un **syndicalisme de combat, radicalement anticapitaliste, antifasciste et féministe, défendant les intérêts de la classe travailleuse et… engrangeant des victoires !**

La réussite des manifestations contre la réforme des APE — 65.000 emplois sauvés — a rappelé que la solidarité et la mobilisation, ça paye ! À côté des combats pour défendre nos conquis sociaux, il nous faut aussi **repartir à l'offensive pour aller arracher de nouveaux droits.** Récemment, la FGTB a ainsi remis au centre des débats et obtenu des avancées tant sur la pension que le salaire minimum.

Pour obtenir ces nouvelles conquêtes sociales, nous devons mener et gagner **la bataille des idées** en mettant en avant nos valeurs et nos revendications, tant dans nos actions que via nos expressions dans les médias ou sur les réseaux sociaux. Dans ce cadre, **l'éducation populaire et les formations générales syndicales** devront encore être développées et renforcées !

Pour répondre aux mutations et à la précarisation croissante du monde du travail, la **dimension interprofessionnelle** est tout aussi essentielle : avec ou privé d'emploi, sous contrat fixe ou précaire, jeune ou à la retraite, avec ou sans papiers… Tous les travailleurs et travailleuses ont une place égale et leur mot à dire au sein de la FGTB wallonne.

Pas de conquêtes sociales… sans libertés syndicales !

Pour mener ces combats, imposer notre rapport de force, et engranger de nouvelles victoires, il nous faudra (re)conquérir nos **libertés syndicales.** Ces dernières années, elles ont été sérieusement **malmenées** tant sur le terrain, dans les entreprises et les services publics, qu'au niveau législatif ou devant les tribunaux. Un service minimum est imposé dans les transports publics, le recours aux huissiers se banalise, les harcèlements et licenciements de délégués et déléguées se généralisent, de nombreux camarades de la FGTB sont poursuivis et condamnés pour leur activités syndicales… **Maintenant, *basta* !**

Face à la guerre totale menée par la droite et le patronat, la FGTB, dans toutes ses composantes, devra opposer une **stratégie offensive** et sur tous les fronts : militant, politique, juridique, médiatique… Il s'agit de **défendre le droit de grève, la liberté d'action syndicale mais aussi de conquérir de nouveaux droits**, comme la **représentation syndicale dans les PME**.

Battons-nous pour

- La défense des libertés syndicales à placer au premier rang de nos priorités.
- L'exclusion des mouvements sociaux de l'article 406 du Code pénal, qui sanctionne l'« *entrave méchante à la circulation* ».
- La suppression des dispositifs de service minimum imposés dans les transports publics.
- L'abaissement des seuils permettant l'instauration d'organes de concertation : de 100 à 50 travailleurs et travailleuses pour les CE et de 50 à 20 pour les CPPT.
- L'instauration d'un seuil légal, de 5 à 10 travailleurs et travailleuses, pour l'instauration d'une délégation syndicale.
- Une stratégie de riposte forte et réactive : mobilisation immédiate en cas d'attaques vis-à-vis de nos camarades[1].

INVERSER la tendance

1 Selon une forme à convenir par les instances et à l'appel des Centrales concernées.

SE BATTRE POUR…
LA SÉCURITÉ SOCIALE ET LES SERVICES PUBLICS

La sécurité sociale et les services publics sont tous deux de formidables **instruments de redistribution des richesses** et le **patrimoine de celles et ceux qui n'ont pas.** En tant que tels, ces deux conquis du mouvement ouvrier sont les **cibles privilégiées de la droite et du patronat.** Leur objectif ? Diminuer la part des richesses qui est mise en commun afin de maximiser leurs profits, céder au marché des domaines d'activités dont il est actuellement exclu et diminuer les protections du monde du travail pour précariser l'emploi et les conditions de travail !

Les politiques libérales ont pu démontrer leur inefficacité et leur dangerosité lors de la première crise Covid. On a par exemple appris que la réserve stratégique de masques de protection avait été détruite et non remplacée, par souci d'économie, par la ministre libérale De Block. En première ligne, les travailleuses et travailleurs des hôpitaux, maisons de repos ou services d'aides et de soins se sont retrouvés démunis de matériel de protection et confrontés à une surcharge de travail exceptionnelle, résultat d'années de restrictions budgétaires et de travail à flux tendus.

La crise a aussi mis en évidence le **niveau beaucoup trop faible des allocations sociales** : pensions, chômage complet ou temporaire, indemnités de maladie-invalidité… Ici aussi, il ne s'agit pas du fruit du hasard mais bien du résultat de politiques libérales délibérées, destinées à diminuer la protection sociale afin de précariser le marché de l'emploi et les conditions de travail.

On ne le répétera jamais assez : **un bon niveau de protection sociale et des services publics forts renforcent le rapport de force en faveur du monde du travail et permettent d'arracher au Capital une juste part des richesses produites et de nouvelles conquêtes sociales.**

Battons-nous pour

- Une sécurité sociale forte, qui protège les travailleurs et travailleuses individuellement et collectivement.
- Une revalorisation conséquente des pensions et allocations sociales.
- La priorité absolue à donner aux pensions légales par répartition, seul système solidaire, efficace et non discriminatoire.
- La fin des réductions de cotisations sociales octroyées sans conditions aux entreprises.
- Des services publics forts et de qualité, accessibles à toutes et tous, financés à hauteur de leurs besoins.
- L'amélioration des conditions de travail et de rémunération des agentes et agents des services publics via, entre autres, leur statutarisation.
- Des investissements publics massifs dans la santé, l'enseignement, l'accueil de l'enfance, l'aide et les soins, le transport, le logement, la mobilité, la transition écologique et énergétique…
- Le retour dans le giron public de secteurs clefs, comme l'énergie, les transports, la Poste, les télécommunications, une partie du secteur bancaire…

SE BATTRE POUR...
DE MEILLEURS SALAIRES

14€/H

2.300€/MOIS

= LE SALAIRE MINIMUM INTERPRO QUE LA FGTB REVENDIQUE[2]

La crise sanitaire a rappelé la place centrale qu'occupe le travail dans nos sociétés... **Ce ne sont pas les traders qui font tourner le monde.** Sans les travailleuses et travailleurs, le système s'effondrerait, tout comme les profits des actionnaires ! Cette crise fut également l'occasion de rappeler cette évidence scandaleuse : **les fonctions les plus essentielles à la vie en société sont aussi... les moins bien payées !**

Bridés par la version actuelle de la loi de 96 (dite « loi de compétitivité »), **les salaires belges n'ont quasi plus évolué depuis 10 ans** (hors indexation). Alors que **les dividendes versés aux actionnaires se sont envolés !**

2 Montants revendiqués actuellement. Vu la hausse actuelle du coût de la vie, une réflexion devra être menée sur une réévaluation de ces montants.

La question des **salaires** doit rester **au centre de nos revendications**, en tant qu'**instrument essentiel de répartition des richesses entre le monde du Travail, seul et unique créateur des richesses, et le Capital.**

Battons-nous pour

- Un salaire minimum interprofessionnel à 14 €/h, 2.300 € brut/mois.
- La révision de la loi de '96 afin de garantir une réelle liberté de négocier à tous les niveaux : interprofessionnel, sectoriel et d'entreprise.
- Le maintien de l'indexation automatique des salaires et allocations sociales.
- Des augmentations de salaire brut, qui contribuent à alimenter les caisses de la sécurité sociale et contribuent, par la fiscalité, au développement de services publics de qualité.
- La révision des barèmes de la fonction publique.

SE BATTRE POUR…
LA RÉDUCTION COLLECTIVE DU TEMPS DE TRAVAIL

3H45

= LE NOMBRE D'HEURES PRESTÉES CHAQUE JOUR GRATUITEMENT PAR LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES[3]… TOUT BÉNÉFICE POUR LE CAPITAL !

La réduction collective du temps de travail, avec maintien du salaire et embauche compensatoire, est une des revendications historiques du monde du travail, et de la FGTB en particulier. Ce sont des années de mobilisations et de luttes qui nous ont permis de passer, étapes par étapes, de la semaine de travail de 6 ou 7 x 15 heures aux 38h actuelles.

Cependant, **depuis plus de 20 ans**, la durée du travail n'a **plus** connu de **diminution réelle**. Au contraire, le gouvernement fédéral actuel essaye d'imposer une flexibilité accrue via son *Jobdeal*, véritable escroquerie qui tente de faire passer la destruction d'une des plus grandes conquêtes du mouvement ouvrier — la journée des 8h — pour un progrès social !

3 Dans les 500 grandes entreprises wallonnes.

Pour la FGTB wallonne, il est **urgent de concrétiser une nouvelle réduction collective du temps de travail**, en la mettant en tête de nos priorités. Elle n'offre en effet que des avantages : diminution du chômage de masse, réduction des inégalités entre femmes et hommes, meilleure répartition des richesses produites, amélioration de la qualité d'emploi et de vie, renforcement de la sécurité sociale et des services publics… Elle permet aussi aux travailleurs et travailleuses à temps partiel qui le souhaitent d'accéder au temps plein et aux intérimaires de décrocher un CDI.

Bien sûr, comme toujours, le patronat nous traitera d'irresponsables ou d'utopistes, prétendant que les caisses sont vides… Pourtant, les moyens existent !

196.256

= LE NOMBRE D'EMPLOIS QUI POURRAIENT ÊTRE CRÉÉS PAR LE PASSAGE DES 38H AUX 32H DANS LES GRANDES ENTREPRISES BELGES

Quelques exemples ?[4]

- Dans les **500 entreprises wallonnes de taille moyenne**[5] ayant produit le plus de valeur ajoutée brute, chaque travailleur ou travailleuse preste chaque jour gratuitement 2h10 au bénéfice de l'entreprise… soit 66 jours par an. Le passage aux **32h, sans perte de salaire et avec embauche compensatoire, permettrait de créer 10.085 équivalents temps plein supplémentaires**, tout en laissant 1,75 milliard d'euros de valeur ajoutée brute à distribuer entre investissements, impôts, recherche et développement ou dividendes versés aux actionnaires.

- Les **335 grandes entreprises wallonnes**[6] ont produit une valeur ajoutée brute de 18,9 milliards d'euros, pour une masse salariale de 9,5 milliards d'euros (136.904 équivalents temps plein et 3.800 intérimaires). Sur une journée de 7h36, chaque travailleur ou travailleuse preste donc gratuitement 3h45 au bénéfice de l'entreprise… soit 114 jours par an ! Le passage aux **32h, sans perte de salaire et avec embauche compensatoire, permettrait de créer 25.670 équivalents temps plein supplémentaires**, tout en laissant 7,6 milliards d'euros de valeur ajoutée brute à distribuer.

4 Sources : BNB et A-FINA.

5 Employant entre 50 et 199 personnes.

6 Employant + de 200 personnes ou ayant un chiffre d'affaire de + de 50 millions d'euros.

- Le même raisonnement, appliqué au **niveau national**, est également sans appel. Dans les **2.589 grandes entreprises belges**[7], chaque travailleur ou travailleuse preste chaque jour gratuitement 3h30 au bénéfice de l'entreprise… soit 107 jours par an. Le passage aux **32h, sans perte de salaire et avec embauche compensatoire**, permettrait de créer 196.256 équivalents temps plein supplémentaires, tout en laissant 48,2 milliards d'euros de valeur ajoutée brute à distribuer.

	Heures prestées gratuitement par les travailleurs et travailleuses	Emplois temps plein qui pourraient être créés par le passage aux 32h
Entreprises wallonnes de taille moyenne	2h10/jour 66 jours/an	10.085
Grandes entreprises wallonnes	3h45/jour 114 jours/an	25.670
Grandes entreprises belges	3h30/jour 107 jours/an	196.256

La réduction collective du temps de travail est donc **justifiée, possible et efficace !** Mais, pour cela, elle doit bien sûr être encadrée et **répondre à certaines conditions strictes**…

Battons-nous pour

- Les 32h/semaine avec maintien du salaire et embauche compensatoire.
- Une négociation entre interlocuteurs sociaux à un niveau interprofessionnel permettant des déclinaisons sectorielles et d'entreprises.
- Un encadrement strict, dissuasif, des heures supplémentaires et la mise sur pied de dispositifs d'enregistrement du temps de travail non intrusifs.
- L'attribution, en priorité, des heures de travail libérées aux intérimaires pour passer en CDI et aux travailleurs et travailleuses à temps partiel qui souhaitent augmenter leur nombre d'heures de travail.

INVERSER *la tendance*

7 Employant + de 200 personnes ou ayant un chiffre d'affaire de + de 50 millions d'euros.

SE BATTRE CONTRE… L'AUSTÉRITÉ

Depuis des décennies, la **dette publique** sert d'alibi aux **politiques libérales d'austérité**, aux **coupes dans les services publics**, aux **attaques contre la sécurité sociale** et nos **conquis sociaux**… Au niveau wallon, aussi, les perspectives budgétaires ne sont pas bonnes et laissent craindre le pire pour les services publics, leurs travailleurs et travailleuses et la qualité du service rendu à la population.

On sait pourtant que l'**austérité budgétaire**, la réduction des dépenses et investissements publics ou les logiques de *Budget base zéro* ne permettront pas de réduire la dette. Cette **hérésie économique nous entraînera** au contraire **dans une spirale de l'endettement et de l'austérité sans fin**, empêchant le financement des services publics et la mise sur pied de politiques publiques à la hauteur des enjeux sociaux et environnementaux.

Il n'est **plus question de faire payer la crise à la population**, comme cela a été le cas depuis 2008. Le secteur bancaire, sauvé de la faillite par les pouvoirs publics en 2010, se porte aujourd'hui à merveille. Pourtant, il ne contribue pas à l'effort collectif. **Exiger une annulation ou une diminution de 50 % des intérêts payés sur la dette wallonne** pour les prochaines années n'a rien d'une hérésie. Il s'agit d'une mesure raisonnable[8] et qui permettrait à la Région d'économiser jusqu'à **600 millions d'euros/an**. Des fonds qui pourraient être utilisés pour des mesures visant une transformation sociale et écologique de l'économie.

8 Rappelons que les banques continuent d'emprunter à la Banque centrale européenne à des taux d'intérêt négatifs tandis que la Wallonie paye à ces mêmes banques un taux moyen sur sa dette de l'ordre de 2 % !

Un exemple ? Le Plan wallon de rénovation du logement public prévoit la rénovation de 25.000 logements parmi les 40.000 les moins bien isolés. Avec un coût moyen de 46.700 € par logement, les 600 millions d'euros annuels dégagés par cette mesure permettraient de rénover les 15.000 logements restants en un peu plus d'un an !

ANNULATION

DES INTÉRÊTS DE LA DETTE WALLONNE

= 600 MILLIONS D'EUROS/AN

= 15.000 LOGEMENTS PUBLICS MIEUX ISOLÉS/AN

Battons-nous pour

- Imposer une annulation ou une diminution des charges d'intérêts de la dette wallonne.
- Annuler les dettes publiques détenues par la Banque centrale européenne.
- Réaliser un audit de la dette avec participation citoyenne.
- Neutraliser les agences de notation et avancer vers une agence publique européenne.

INVERSER *la tendance*

SE BATTRE POUR... L'ÉGALITÉ FEMMES - HOMMES

Malgré les progrès engrangés ces dernières décennies, **l'égalité entre femmes et hommes est encore loin d'être une réalité en Belgique**. Si l'égalité politique et juridique est officiellement reconnue et garantie, les **discriminations** qui frappent les femmes **sur le marché de l'emploi** sont encore **beaucoup trop nombreuses** : inégalité salariale, plafond de verre, plancher collant, préjugés, discrimination à l'embauche, temps partiels subis, harcèlement, violences sexistes ou sexuelles, surreprésentation féminine dans les fonctions peu reconnues socialement et financièrement… Ces phénomènes interagissent avec d'autres inégalités : répartition inéquitable des tâches familiales, charge psychosociale reposant principalement sur les épaules des femmes, choix des études déterminés par des stéréotypes de genre, etc.

Ces discriminations et inégalités peuvent être combattues par des mesures concrètes, comme le **développement des structures d'accueil de l'enfance et extrascolaire**. Pour la FGTB wallonne, l'accueil de la petite enfance doit être organisé au niveau de la Région, afin de pouvoir l'adapter aux spécificités régionales, répondre aux besoins de la population et établir des liens avec d'autres politiques essentielles, comme l'accès des femmes à l'emploi et à la formation. La Région doit se donner les moyens nécessaires pour développer massivement ces structures : **augmentation du taux de couverture, amélioration de l'accessibilité, de la qualité de l'accueil** ainsi que **des conditions de travail et de rémunération** des travailleuses et travailleurs. Dans ce cadre, la FGTB wallonne s'opposera à tout projet visant à déqualifier et précariser les emplois dans ce secteur fondamental.

Le **combat féministe**, la **lutte contre les inégalités de genre** et pour l'**égalité totale et effective entre femmes et hommes** sont des **axes d'action prioritaires de la FGTB wallonne**. L'attention aux problématiques de genre doit être transversale et intégrée dans toutes nos réflexions et revendications.

Mais il serait un peu trop facile de revendiquer la parfaite égalité au sein de la société et du marché du travail, sans l'appliquer au sein de notre organisation. La parité y est en effet encore loin d'être acquise, que ce soit sur les listes de candidat·e·s aux élections, parmi les élu·e·s, et au sein des instances. La **FGTB wallonne** se réaffirme donc **résolument et radicalement féministe** et s'engage à **viser la parité à tous les niveaux de son organisation**. Elle appliquera une **tolérance zéro** contre tout **propos ou acte discriminant** basé sur le genre ainsi qu'en cas de **harcèlement, discrimination ou violence sexuelle ou de genre**.

Battons-nous pour

- L'éradication de l'écart salarial.
- L'égalité totale et effective des droits.
- L'individualisation des droits en Sécurité sociale (dans le respect des droits acquis et via la revalorisation du statut isolé).
- Le développement des structures d'accueil de l'enfance et extrascolaire, et d'emplois qualifiés et de qualité dans ces secteurs.
- Une meilleure protection sociale pour les travailleuses et travailleurs à temps partiel.
- La parité à tous les niveaux de la FGTB.

SE BATTRE POUR...
INVERSER LA TENDANCE EN WALLONIE

Si de nombreux outils de répartition des richesses relèvent du niveau fédéral, la **Wallonie** dispose, elle aussi, de **nombreux leviers de progrès social** sur lesquels la FGTB wallonne peut peser.

Les mobilisations — victorieuses ! — pour la **sauvegarde des emplois APE** nous ont par exemple rappelé qu'il était possible de faire changer le cap à bâbord au niveau wallon.

1 AN APRÈS LA FIN DE LEUR PARCOURS COUP DE BOOST, 71 % DES JEUNES ONT UN EMPLOI, SONT EN FORMATION OU ONT REPRIS DES ÉTUDES.

Le projet ***Coup de boost***, dont la FGTB wallonne a obtenu la généralisation à toute la Wallonie, va également nous donner l'opportunité d'inverser la tendance. Travailler sur l'accompagnement des jeunes les plus éloignés de l'emploi, sur base du modèle des **Cellules de reconversion**, pour leur redonner des perspectives d'avenir, permettra d'aller à contre-courant des politiques d'exclusion des (jeunes) sans emploi imposées au niveau fédéral.

La réforme de l'**accompagnement des personnes privées d'emploi**, au niveau du **FOREM**, doit également nous permettre d'inverser cette logique d'exclusion fédérale. La FGTB wallonne veillera à ce que cette réforme débouche sur une réelle diminution du nombre de sanctions.

La **réforme des aides à l'emploi** est un autre chantier d'envergure, toujours en cours de discussion. Pour la FGTB wallonne, il s'agit de **sortir des effets d'aubaine** dont profitent actuellement de nombreuses entreprises pour réorienter ces aides vers la création effective d'emplois durables et de qualité. Les **aides à la formation** font elles aussi l'objet d'une réforme. La FGTB wallonne continuera à défendre le **congé-éducation payé** : les **formations syndicales** sont un véritable **outil d'émancipation** des travailleurs et travailleuses.

En matière d'emploi, rappelons enfin que les **pénuries d'emploi** ne sont pas **dues**, comme essayent de le faire croire la droite et le patronat, **à un manque de volonté** des personnes privées d'emploi mais bien… **des entreprises** ! C'est ce qu'a en effet démontré une étude de la Cellule Lutte contre les discriminations de la FGTB wallonne et du CEPAG[9]. Il en est ressorti que l'immense majorité des 2.639 offres d'emploi étudiées comprenaient des exigences patronales démesurées et injustifiées. Et, en contrepartie, les conditions de travail et de rémunération proposées n'étaient clairement pas à la hauteur. On ne peut, en même temps, exiger une personne surqualifiée, motorisée, expérimentée et opérationnelle tout de suite ; ne proposer en échange que des contrats précaires, des régimes flexibles et des salaires au rabais ; et venir ensuite se plaindre de manquer de personnel !

6 OFFRES D'EMPLOI DE MAÇON SUR 10 DEMANDENT DE L'EXPÉRIENCE CONTRE DES CONTRATS PRÉCAIRES DANS 77% DES CAS.

Le **Plan de relance** donne également l'opportunité de recréer de la valeur économique, sociale et environnementale, afin d'en maximiser les retombées positives en Wallonie. Ici aussi, la FGTB wallonne a réussi à se faire entendre et à replacer les interlocuteurs sociaux au centre des discussions… alors que le gouvernement avait initialement confié les rênes de ce plan aux consultants privés ! La FGTB wallonne pèsera également de tout son poids pour la concrétisation d'une **Cellule d'anticipation et de prospective** permettant d'anticiper les changements futurs dans de nombreux domaines : transition énergétique et écologique, mutations industrielles et sociétales, évolution des métiers, développement des chaînes de valeur…

Battons-nous pour

- Des emplois durables et de qualité.
- Un accompagnement des personnes privées d'emploi, basé sur la confiance entre les équipes FOREM et les personnes suivies.
- Des politiques d'emploi ciblant prioritairement les personnes les plus éloignées de l'emploi.
- Des aides à l'emploi qui ne soient pas des aides économiques déguisées, octroyées sans condition aux entreprises, mais qui favorisent réellement la création et/ou le maintien d'emplois durables et de qualité.

9 www.fgtb-wallonne.be/presse/actualites/autre-regard-sur-metiers-en-penurie

SE BATTRE POUR… MIEUX VIVRE EN WALLONIE

Aujourd'hui, les compétences de **nombreuses politiques**, essentielles pour la vie quotidienne des citoyennes et citoyens, **relèvent de la Région ou de la Fédération Wallonie-Bruxelles** : santé, aide et soins, mobilité, logement, environnement, enseignement, accueil de l'enfance, lutte contre la pauvreté, allocations familiales, jeunesse…

Pour la FGTB wallonne, l'**amélioration des conditions de travail et de rémunération** des travailleurs et travailleuses de ces secteurs — relevant principalement des services publics et du non marchand — est une **revendication centrale**.

Parallèlement, **ces politiques doivent également participer à la lutte contre les inégalités** — de classe, de genre et d'origine — via l'amélioration de l'accessibilité — financière et géographique — de ces services. Enfin, le **développement et l'amélioration des services rendus** à la population, doit également être au centre des attentions.

Cependant, **certaines mesures décidées au niveau fédéral** ont de **graves conséquences sur la situation sociale et économique de la Wallonie**, comme les politiques d'austérité ou de détricotage de la Sécurité sociale. Trop souvent, les politiques régionales doivent donc en premier lieu tenter d'apporter des réponses aux mesures antisociales du Fédéral. **Au niveau syndical, il est donc indispensable d'agir à tous les niveaux** pour défendre les intérêts des travailleuses et travailleurs en contrant les politiques de droite.

Battons-nous

- Contre toutes les politiques d'austérité, d'où qu'elles viennent.
- Pour la défense du non marchand et des services publics, financés à la hauteur de leurs besoins et protégés de toute logique de marché ou de mise en concurrence, ainsi que l'amélioration des salaires et conditions de travail dans ces secteurs.
- Pour des services accessibles à toutes et tous, tant géographiquement que financièrement.
- Pour un système de santé, d'aide et de soins respectueux des projets de vie des personnes soignées ou accompagnées.
- Pour un enseignement réellement gratuit, émancipateur et inclusif, organisé sur base d'un réseau unique public, doté d'un tronc commun pluridisciplinaire et polytechnique et assurant l'obligation scolaire jusqu'à 18 ans.
- Pour le droit à vivre dans un environnement sain.

SE BATTRE CONTRE... L'EXTRÊME-DROITE ET SON MONDE

Espérant surfer sur la **vague néo-fasciste** qui déferle dans de nombreux pays, des activistes d'extrême droite tentent actuellement de (re)constituer une force politique unifiée en Wallonie. Comme leurs homologues flamands et français, qui les soutiennent, ils adoptent un discours « social », allant jusqu'à reprendre à leur compte le vocabulaire et certaines revendications historiques de la gauche.

Il est plus que jamais nécessaire de rappeler que **l'extrême droite n'a jamais été et ne sera jamais l'alliée des travailleurs et travailleurs**. Elle s'est toujours placée, et se placera toujours, du côté des classes dominantes, défendant le capitalisme et l'ordre patriarcal. Elle a toujours violemment réprimé, et réprimera toujours violemment, le monde du travail, les classes populaires, les personnes immigrées, les femmes, les syndicalistes, les minorités... **Et toutes les stratégies de banalisation ou d'accommodement avec l'extrême droite n'ont mené qu'à son renforcement.**

Les dernières tentatives de réunion de l'extrême droite belge francophone ont toutes été gênées ou même empêchées par des actions de militants et militantes de la FGTB. **Cette ligne radicalement antifasciste restera la nôtre** durant les années qui viennent, à l'heure où certains, à droite, veulent rompre le cordon sanitaire ou le dénaturer en amalgamant fascisme et gauche radicale.

Mais **la lutte antifasciste ne peut se limiter** à cette défense du **cordon sanitaire**. Pour contrer efficacement l'extrême droite et ses idées, il faut **agir globalement et en amont**, en **éradiquant** leur terreau : la **misère et les inégalités engendrées par le capitalisme.**

Battons-nous pour

- Une résistance syndicale radicale contre l'extrême droite et ses idées, partout, tout le temps !
- Le maintien du cordon sanitaire politique et médiatique.
- La tolérance zéro, au sein de la FGTB et ailleurs, à l'encontre de tout acte ou propos raciste ou discriminatoire basé sur le genre, l'origine, l'orientation sexuelle ou le handicap.
- La mise sur pied d'un réseau de groupes locaux de vigilance et d'initiatives syndicales antifascistes.

INVERSER la tendance

SCAN ME

Cette brochure reprend quelques-unes des principales revendications que la FGTB wallonne continuera à porter et développer dans les années à venir. Mais ce ne sont évidemment pas les seules ! De plus, la place a manqué et de nombreuses positions ont dû être fortement résumées.

Pour retrouver l'ensemble de nos positions et revendications, dans leur intégralité, scannez le QR code ci-contre ou rendez-vous sur www.fgtb-wallonne.be/congres2022

Interrégionale wallonne de la FGTB

rue Haute 42
1000 Bruxelles

T +32 (0)2 506 82 36

Espace Solidarité

rue de Namur 47
5000 Beez

T +32 (0)81 26 51 52

fgtb-wallonne.be
FGTBwallonne

Éditeur responsable : Jean-François Tamellini, FGTB wallonne, rue Haute 42, 1000 Bruxelles.